

# Heures supplémentaires : quelle est la majoration légale au Luxembourg ?

## Réponse courte

L'article [L.211-27](#) du Code du travail prévoit deux régimes de compensation pour les heures supplémentaires au Luxembourg.

À titre principal (§1), chaque heure supplémentaire ouvre droit à un **repos rémunéré majoré** de 1 heure majorée de 30 minutes, soit **1h30 de repos par heure supplémentaire** travaillée (équivalent à +50% en temps).

À titre subsidiaire (§3), si la récupération est impossible (organisation ou départ du salarié), l'heure est payée avec une **majoration de 40%** du salaire horaire normal (soit 140%). Le salaire horaire se calcule en divisant la rémunération mensuelle brute par **173 heures**.

Les **cadres supérieurs** sont exclus de ce régime ([L.211-27](#), §5). Les 140% sont exempts d'impôts et de cotisations sociales, sauf cotisations pour prestations en nature sur l'heure non majorée.

## Définition

Les **heures supplémentaires** correspondent à tout travail effectué au-delà des limites journalières et hebdomadaires de la **durée normale de travail**, soit au-delà de **8 heures par jour et 40 heures par semaine** pour un salarié à temps plein, conformément à l'article [L.211-22](#) du Code du travail. La durée normale est fixée par l'article [L.211-5](#).

Les heures supplémentaires doivent être expressément demandées ou **validées par l'employeur** et ne peuvent résulter d'une simple initiative du salarié. Leur recours est strictement encadré : elles ne peuvent être prestées que dans des **cas exceptionnels** prévus à l'article [L.211-23](#), dans le respect des **limites maximales de 10 heures par jour et 48 heures par semaine** ([L.211-12](#)), avec un plafond direct de **2 heures supplémentaires maximum par jour** ([L.211-26](#)).

## Questions fréquentes

### Comment calculer le salaire horaire pour les heures supplémentaires ?

Le salaire horaire se calcule en divisant la rémunération mensuelle brute par 173 heures, conformément à l'article [L. 211-27 §3](#) du Code du travail. Cette base sert au calcul de la majoration de 40% applicable lorsque la récupération en repos est impossible.

### Les 140% sont-ils exonérés d'impôt et de cotisations sociales ?

Oui, les 140% sont intégralement exempts d'impôts et de cotisations sociales selon l'article [L. 211-27 §3](#), sauf les cotisations pour prestations en nature sur l'heure non majorée. Cette exonération distingue le régime luxembourgeois des autres pays européens.

### Les cadres supérieurs ont-ils droit aux majorations d'heures supplémentaires ?

Non, les cadres supérieurs au sens de l'article L. 162-8 sont exclus du régime des heures supplémentaires selon l'article L. 211-27 §5. Leur statut et leur autonomie justifient cette exclusion légale, qui n'ouvre droit ni à la majoration ni au repos compensatoire.

### Quelle alternative au repos majoré et au paiement ?

Les heures supplémentaires peuvent être créditées sur un compte épargne-temps au même taux que le repos majoré (1h30 par heure supplémentaire), conformément à l'article L. 211-27 §1 et aux articles L. 235-1 et suivants du Code du travail luxembourgeois.

### Quelle est la majoration légale des heures supplémentaires au Luxembourg ?

L'article L. 211-27 prévoit deux régimes : repos rémunéré majoré de 1h30 par heure supplémentaire à titre principal (50% en temps), ou paiement majoré de 40% à titre subsidiaire si la récupération est impossible. Le salaire horaire se calcule sur 173 heures.

### Une convention collective peut-elle prévoir des majorations supérieures ?

Oui, l'article L. 211-27 §4 permet aux conventions collectives de fixer des modalités d'application plus favorables que les minima légaux. Les conditions conventionnelles supérieures s'appliquent en priorité, dans le respect de la hiérarchie repos majoré/paiement majoré.

## Conditions d'exercice

Le recours aux heures supplémentaires est strictement encadré par le Code du travail.

| Condition                                | Exigence  | Base légale                   |
|--|---|-------------------------------|
| Cas autorisés                            | Matières périssables, inventaires/bilans, événements d'intérêt public | <a href="#">L.211-23</a>      |
| Procédure                                | Notification ou autorisation préalable à l' <a href="#">ITM</a>       | <a href="#">L.211-23</a>      |
| Avis préalable                           | Délégation du personnel ou, à défaut, salariés concernés              | <a href="#">L.211-23</a>      |
| Cas dispensant de notification préalable | Accident, force majeure ( <a href="#">ITM</a> informée a posteriori)  | <a href="#">L.211-24</a>      |
| Plafond journalier d'heures sup          | <b>2 heures maximum par jour</b>                                      | <a href="#">L.211-26</a>      |
| Durée totale max journalière             | <b>10 heures par jour</b> (heures sup comprises)                      | <a href="#">L.211-12</a>      |
| Durée totale max hebdomadaire            | <b>48 heures par semaine</b> (heures sup comprises)                   | <a href="#">L.211-12</a>      |
| Cadres supérieurs                        | Hors champ du régime des heures sup                                   | <a href="#">L.211-27</a> , §5 |

## Modalités pratiques

Les règles de compensation des heures supplémentaires sont précises et s'appliquent dans un ordre hiérarchisé.

| Élément                           | Modalité   | Base légale            |
|-----------------------------------|--|------------------------|
| Compensation prioritaire          | Repos rémunéré majoré : 1h supp = <b>1h30 de repos</b> (+50% en temps)                                     | <u>L.211-27</u><br>(1) |
| Alternative                       | Comptabilisation au même taux sur compte épargne-temps   | <u>L.211-27</u><br>(1) |
| Paiement à défaut de récupération | Salaire horaire majoré de <b>40%</b> (soit 140%)   | <u>L.211-27</u><br>(3) |
| Cas déclencheur du paiement       | Raisons d'organisation ou départ du salarié  | <u>L.211-27</u><br>(3) |
| Salaire horaire de référence      | Salaire mensuel ÷ <b>173 heures</b>  | <u>L.211-27</u><br>(3) |
| Exonération fiscale               | Les <b>140%</b> sont <b>intégralement exempts d'impôts</b>   | <u>L.211-27</u><br>(3) |
| Exonération sociale               | Exempts de cotisations sociales <b>sauf cotisations pour prestations en nature sur l'heure non majorée</b> | <u>L.211-27</u><br>(3) |
| Modalités conventionnelles        | Convention collective peut fixer modalités d'application   | <u>L.211-27</u><br>(4) |

## Pratiques et recommandations

Il est fortement recommandé de **formaliser par écrit** chaque demande d'heures supplémentaires afin de prévenir tout litige. L'employeur doit informer régulièrement les salariés de leurs droits et veiller à la conformité des pratiques avec les **conventions collectives** applicables, qui peuvent prévoir des conditions plus favorables (L.211-27, §4).

La **tenue d'un registre spécial** ou fichier est obligatoire (L.211-29) : début, fin et durée du travail journalier, prolongations, heures dimanche/jours fériés/nuit ainsi que rétributions payées. Ce registre doit être présenté à toute demande de l'ITM.

Un **système de pointage fiable** et une sensibilisation des managers sont essentiels pour garantir la **traçabilité**. La récupération en repos doit être privilégiée : ce n'est qu'à défaut de possibilité de récupération que le paiement majoré de 40% intervient.

Le **recours systématique** aux heures supplémentaires peut être qualifié d'abus de droit par les juridictions luxembourgeoises, ouvrant au salarié un droit légitime de refus.

## Cadre juridique

| Référence                            | Objet   |
|--------------------------------------|---|
| Article <a href="#">L.211-5</a>      | Durée normale du travail (8h/jour, 40h/semaine)   |
| Article <a href="#">L.211-12</a>     | Durée maximale de travail (10h/jour, 48h/semaine, heures sup comprises)                 |
| Article <a href="#">L.211-22</a>     | Définition du travail supplémentaire  |
| Article <a href="#">L.211-23</a>     | Procédure de notification/autorisation à l' <a href="#">ITM</a> , avis de la délégation |
| Article <a href="#">L.211-24</a>     | Cas exceptionnels dispensant de notification (accident, force majeure)                  |
| Article <a href="#">L.211-26</a>     | Plafond de 2 heures supplémentaires maximum par jour                                    |
| Article <a href="#">L.211-27 (1)</a> | Compensation prioritaire par repos majoré (1h30)  |
| Article <a href="#">L.211-27 (3)</a> | Paiement majoré de 40% à défaut de récupération + exonération fiscale                   |
| Article <a href="#">L.211-27 (5)</a> | Exclusion des cadres supérieurs   |
| Article <a href="#">L.211-29</a>     | Registre spécial des heures de travail  |

Le non-respect de la procédure d'autorisation, le défaut de paiement ou de compensation et l'absence de registre exposent l'employeur à des **sanctions administratives et pénales**. La conservation rigoureuse des documents justificatifs est impérative pour répondre aux contrôles de l'[ITM](#).

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.